

PARTI SOCIALISTE / CONGRÈS DE VILLEURBANNE

CONTRIBUTION THÉMATIQUE du Collectif ProjÉchanger.

PRÉVENTION SANITAIRE et PROTECTION de L'ENVIRONNEMENT : Agir ENFIN !

L'espérance de vie à la naissance commence à stagner en France. Elle diminue dans certaines régions des pays développés.

Les facteurs environnementaux, sociaux et comportementaux sont déterminants dans cette évolution : chômage, sédentarité, environnement dégradé, malbouffe...

Il faut donc mettre l'accent sur la réduction du chômage, la qualité de l'emploi, l'éducation, l'efficacité des services de santé.

Les causes de décès prématurés sont de plus en plus liées à l'activité humaine : tabac, alcool, produits cancérigènes, accidents de la route...

Le maître-mot est **prévention**, donc bien sûr priorité à l'éducation, à la médecine scolaire, à la médecine du travail, mais aussi à la **préservation de l'environnement**.

Sur le sujet des pesticides et des perturbateurs endocriniens, la question est de comprendre, alors qu'on en connaît clairement le caractère néfaste depuis longtemps, **pourquoi nous n'arrivons pas à nous en dégager**.

Tous les outils sont sur la table : principe de précaution constitutionnalisé, études probantes incontestables, dégâts constatés, balances bénéfiques/risques très défavorables...Et, pourtant, les décisions ne sont pas prises et/ou pas appliquées.

Parmi les explications évoquées :

- la résistance des **lobbies** (agricoles, industriels...)
- le poids de l'industrie pharmaceutique
- les orientations de la politique agricole commune (**PAC**)
- le contenu des études médicales, tournées davantage vers "le curatif" plutôt que vers la prévention
- l'absence de conscience des liens entre la santé humaine et **la perte de biodiversité** (dont la réalité elle-même n'est pas encore perçue par tous)
- le culte du court-termisme, ignorant **l'effet différé** des atteintes à l'environnement et reportant au lendemain les mesures nécessaires (glyphosate...)
- les effets du **libéralisme économique** qui privilégie la rentabilité immédiate du capital à l'intérêt collectif à long terme.

Parmi les politiques nécessaires :

- **l'éducation populaire** pour accélérer la prise de conscience des risques, de la réalité et de la temporalité des processus chimiques à l'œuvre, et modifier radicalement les modes de consommation.
- **la mobilisation citoyenne des consommateurs** : usage d'applications comme Yuka pour scanner les produits, identifier leur composition, mettre en évidence leur nocivité et, au bout du compte, faire pression sur les industriels.
- la lutte contre l'obsolescence programmée et le développement de **l'économie circulaire**.
- l'arrêt d'**activités humaines** qui constituent la principale cause de la perte de biodiversité : **déforestation**, artificialisation des terres, usage de pesticides polluants.
- **le changement des pratiques agricoles** (et de pêche) : la PAC devrait avoir, par exemple, pour priorité d'accompagner les agriculteurs dans la transition vers les alternatives au glyphosate.
- l'encouragement des **bonnes pratiques locales** (cantines scolaires bio...)
- et, bien sûr, l'interdiction pure et simple, sans délai, des produits dangereux.

Il y a, pour cela, au moins deux nécessités :

- agir par des mesures de **justice sociale** pour "embarquer" les classes populaires dans la démarche, faire qu'elles n'en soient pas exclues et qu'elles n'en soient pas les victimes.
- développer **une expertise publique forte** (et indépendante), donc des services publics renforcés, pour faire face aux intérêts privés court-termistes.

Et naturellement - ce n'est pas le cas aujourd'hui - il faut **une volonté politique forte et constante** s'appuyant sur **un mouvement social** mobilisé dans toutes ses composantes.
